

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

03/09/23
03/09/2023



CONVENTION D'APPLICATION TYPE
EN MATIERE DE COOPERATION
DANS LES DOMAINES
DE LA FORMATION SUPERIEURE
ENTRE
L'ECOLE SUPERIEURE DE L'AIR
– CHAHID DJEBBAR TAYEB – TAFARAQUI
ET
L'UNIVERSITE DE MASCARA
– Mustapha STAMBOULI – MASCARA

Septembre 2023



CONVENTION D'APPLICATION TYPE EN MATIERE DE COOPERATION DANS LES DOMAINES DE LA FORMATION SUPERIEURE

ENTRE

**L'ECOLE SUPERIEURE DE L'AIR
– CHAHID DJEBBAR TAYEB – TAFARAQUI**

ET

**L'UNIVERSITE DE MASCARA
– Mustapha STAMBOULI – MASCARA**

- Vu le décret présidentiel n° : 70-86, du 1^{er} juin 1970, portant création de l'Ecole de l'Air de Tafaraoui/2^{ème} Région Militaire ;
- Vu le décret n° : 87-40, du 15 juillet 1987, portant changement d'appellation de l'Ecole de l'Air de Tafaraoui/2^{ème} Région Militaire à l'Ecole Supérieur de l'Air/2^{ème} Région Militaire et de redéfinir ses missions ;
- Vu le décret n° : 09-12, du 07 moharram 1430, correspondant au : 04 janvier 2009, portant création de l'université de Mascara ;
- Vu le décret exécutif n° : 15-110, du 14 rajab 1436, correspondant au : 03 mai 2015, modifiant et complétant le décret exécutif n° : 09-12, du 07 moharram 1430, correspondant au : 04 janvier 2009, portant création de l'université de Mascara ;
- Vu la convention-cadre de la coopération scientifique et technique entre le ministère de la défense nationale et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, signée le 13 août 1995, notamment son article 12 et l'alinéa premier de son article 13.

PREAMBULE

- Considérant l'ensemble des textes réglementaires régissant la formation supérieure entre le ministère de la défense nationale et le ministère de l'enseignement supérieure et de la recherche scientifique ;
- Conscients de la diversité et de la complexité de l'enseignement supérieur ;
- Convaincus de la nécessité d'assurer la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur afin de répondre à l'harmonisation du système national de formation supérieure ;
- Désireux de promouvoir, d'affermir et de développer la coopération dans les domaines de la formation supérieure.

Sont convenues de ce qui suit :

Chapitre 1 Objet et cadre réglementaire

Article 1 : La présente convention d'application type en matière de coopération dans les domaines de la formation supérieure a pour objet la mise en œuvre de la convention-cadre de coopération scientifique et technique datée le 13 août 1995, susvisée, entre le Ministère de la Défense Nationale d'une part et le Ministère de l'Enseignement Scientifique et de la Recherche Scientifique d'une autre part, ci-après désignés séparément « la partie », et conjointement « les parties ».

Article 2 : La coopération envisagée s'inscrit dans le respect des réglementations respectives des parties et des textes réglementaires régissant la formation supérieure entre elles.

Chapitre 2 Domaines de coopération

Article 3 : Les domaines de coopération envisagés concernent les actions conjointes et concertées entre les parties, notamment :

- L'examen des offres de formation ;
- La participation aux conseils scientifiques et aux jurys des soutenances des projets de fin d'étude ;

- L'échange entre les parties d'enseignants chercheurs ;
- L'encadrement des stagiaires de chaque partie durant les projets de fin d'étude ;
- La planification des stages pratiques ;
- La valorisation des connaissances et des compétences scientifiques et pédagogiques constituées ;
- L'élaboration des cahiers de charges relatifs à l'acquisition des moyens pédagogiques constitués ;
- L'organisation de séminaires, de conférences et de visites d'établissements de formation ;
- L'accès aux bibliothèques et aux laboratoires didactiques ;
- L'organisation des stages pédagogiques en matière de formation continue des cadres ;
- La possibilité d'intégration d'enseignants chercheurs de chaque partie au sein des équipes chargées des travaux d'études scientifiques et techniques ;
- La prestation de biens et services liés aux domaines de la formation supérieure ;
- Toute action liée à la formation supérieure dont conviendraient les parties.

Chapitre 3 **Modalité de mise en œuvre**

Article 4 : Les actions citées dans l'article 3, ci-dessus sont initiées en relation avec les structures habilitées des tutelles respectives des parties.

Article 5 : Les parties conviennent de désigner un groupe ad hoc mixte, chargé d'identifier les actions d'intérêt commun, susceptibles d'être mises en œuvre conjointement, de proposer les actions y afférentes, de faire leur suivi et leur évaluation.

La liste nominative du groupe ad hoc mixte est désignée par voie de décision signée conjointement par les parties signataires de la présente convention.

Le groupe ad hoc mixte est coprésidé par deux représentants respectifs, désignés par les parties.

Article 6 : Le groupe ad hoc mixte se réunit en sessions ordinaires de coordination, selon un planning fixé d'un commun accord. Des sessions extraordinaires peuvent avoir lieu sur demande de l'une ou l'autre partie.

Article 7 : Les délibérations du groupe ad hoc mixte sont consignées par des procès-verbaux des sessions, signés par l'ensemble de ses membres ayant participé aux séances.

Article 8 : Les procès-verbaux sont adressés aux tutelles respectives des parties dans les quinze (15) jours suivant la réunion, pour approbation.

Article 9 : Le groupe ad hoc mixte adopte son règlement intérieur lors de ses premières séances.

Article 10: La mise en œuvre des actions, citées à l'article 2 ci-dessus, peut faire, selon le cas, l'objet de contrats entre les parties.

Le contrat comprend les spécifications relatives aux objectifs à l'atteindre ainsi que les contributions respectives des parties conformément à la réglementation en vigueur.

Chapitre 4 Confidentialité

Article 11: La présente convention est régie par les dispositions réglementaires en vigueur en matière de protection des informations, des documents et d'habilitation des personnels de chaque partie.

Article 12 : Toutes informations ou autres données, acquises par les parties ou communiquées par une partie à l'autre à l'occasion des actions engagées, revêtent un caractère confidentiel et ne peuvent être portées à la connaissance d'une tierce personne, qu'après accord préalable de l'autre partie.

Article 13: Les parties sont soumises aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour tout ce qui concerne la propriété intellectuelle.

Chapitre 5 Responsabilité

Article 14: Les personnels de chaque partie appelés à suivre ou à mener des actions au sein des structures de l'autre partie sont astreints au respect de leur règlement intérieur.

Article 15: Les matériels, mis à la disposition des personnels de l'une des parties dans le cadre d'un contrat spécifique, demeurent la propriété de la partie détentrice desdits équipements sauf si elle en exprime le contraire.

En cas de dommages intentionnels avérés, la partie dont les personnels sont mis en cause supportera la charge des dommages subis conformément à la réglementation en vigueur.

Article 16: A l'exception des soins médicaux de première urgence, chaque partie assurera la couverture de ses personnels en matière d'assurance relative aux accidents et aux maladies professionnels liés à l'exécution des actions rentrant dans le cadre de la présente convention.

Chapitre 6 Résiliation

Article 17: Chaque partie se réserve le droit de résilier la présente convention, en cas de manquement de l'autre partie à ses obligations telles que définies par la présente convention ou sur instruction des tutelles respectives des parties, en l'informant par écrit au moins trois (03) mois à l'avance.

Article 18: En cas de résiliation, les actions de coopération en cours d'exécution demeurent régies par leurs contrats respectifs, sauf si les parties, en conviennent autrement.

Chapitre 7 Événement force majeure

Article 19: En cas d'évènement qualifié de force majeure qui empêche l'exécution des actions engagées dans le cadre de la présente convention, aucun dommage ne peut être réclamé à la partie ayant subi l'évènement.

Il est sous-entendu "Par cas de force majeure", un évènement à la fois extérieur, imprévisible et irrésistible.

Chapitre 8 Litiges

Article 20: Les parties conviennent de régler à l'amiable tous les litiges ou différends qui viendraient à subvenir au cours de l'exécution des actions initiées dans le cadre de la présente convention.

Chapitre 9 Entrée en vigueur, validité et renouvellement

Article 21: La présente convention, établie en deux exemplaires originaux en arabe et en français, entre en vigueur à la date de sa signature par les parties.

Elle est valable pour une durée de cinq (05) ans.

Article 22: La présente convention est renouvelable par reconduction tacite, pour la même durée et par les mêmes termes, sauf si l'une ou l'autre partie exprime par écrit, trois (03) mois de la date de sa validité, son souhait de la résilier ou de la modifier.

Fait à : TAFARAOU, le :.....

**LE RECTEUR
DE L'UNIVERSITE DE MASCARA
- Mustapha STAMBOULI – MASCARA**



**LE COMMANDANT
DE L'ÉCOLE SUPERIEURE DE L'AIR
– Chahid Tayeb DJEBBAR – TAFARAOU**



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



اتفاقية تطبيق نموذجية
في مجال التعاون في ميادين التكوين العالي
بين
المدرسة العليا للطيران
- الشهيد جبار الطيب - طفراوي
و
جامعة معسكر
- مصطفى اسطمبولي - معسكر

سبتمبر 2023



اتفاقية تطبيق نموذجية في مجال التعاون في ميادين التكوين العالي

بين

المدرسة العليا للطيران – الشهيد جبار الطيب – طفراوي

و

جامعة معسكر – مصطفى اسطمبولي – معسكر

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم: 70-86، المؤرخ في: أول يونيو 1970، المتضمن إحداث مدرسة الطيران بطفراوي/الناحية العسكرية الثانية؛
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 87-40، المؤرخ في: 15 يوليو 1987، المتضمن تغيير تسمية مدرسة الطيران بطفراوي/الناحية العسكرية الثانية إلى المدرسة العليا للطيران بطفراوي/الناحية العسكرية الثانية، وإعادة تحديد مهامها، المتمم؛
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 09-12، المؤرخ في: 07 محرم عام 1430، الموافق لـ: 04 يناير سنة 2009، والمتضمن إنشاء جامعة معسكر؛
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 15-110، المؤرخ في: 14 رجب عام 1436، الموافق لـ: 03 مايو سنة 2015، الذي يعدل ويتمم المرسوم رقم 09-12، المؤرخ في: 07 محرم عام 1430، الموافق لـ: 04 يناير سنة 2009، والمتضمن إنشاء جامعة معسكر؛
- وبمقتضى اتفاقية الإطار للتعاون العلمي والتقني المبرمة بين وزارة الدفاع الوطني ووزارة التعليم العالي والبحث العلمي، الموقعة بتاريخ: 13 أغسطس 1995، لاسيما المادة 12 منها والفقرة الأولى من المادة 13 منها.

تمهيد

- اعتبارا لمجمل النصوص القانونية المسيرة للتكوين العالي لوزارة الدفاع الوطني ووزارة التعليم العالي والبحث العلمي؛
- وإدراكا منهما لتنوع وتعقيد التعليم العالي؛
- واقتناعا منهما بضرورة ضمان الإقرار بالدراسات والديبلومات ورتب التعليم العالي قصد التجاوب مع النظام الوطني للتكوين العالي؛
- ورغبة منهما في تشجيع، تمتين وتنمية التعاون في ميادين التكوين العالي.

قد اتفقتا على ما يلي:

الباب الأول الموضوع و الإطار القانوني

- المادة 1:** تهدف اتفاقية التطبيق النموذجية في مجال التعاون في ميادين التكوين العالي هذه، إلى وضع حيز للتنفيذ لاتفاقية الإطار للتعاون العلمي والتقني المؤرخة في: 13 أغسطس 1995، المشار إليها أعلاه، بين وزارة الدفاع الوطني من جهة ووزارة التعليم العالي والبحث العلمي من جهة أخرى، المسميتين فيما يلي انفراداً "الطرف" وازدواجا "الطرفين".
- المادة 2:** يندرج التعاون المزمع في ظل احترام قوانين كلا الطرفين وفي ظل النصوص القانونية المسيرة للتكوين العالي بينهما.

الباب الثاني ميادين التعاون

- المادة 3:** تخص ميادين التعاون المزمعة، النشاطات المشتركة والمتشاور بشأنها بين الطرفين لاسيما:
- فحص عروض التكوين؛
 - المشاركة في المجالس العلمية وفي لجان تقييم أطروحات مشاريع نهاية الدراسة؛
 - تبادل الخبرات بين الأساتذة الباحثين للطرفين؛
 - تأطير متربصي كل طرف خلال مشاريع نهاية الدراسة؛
 - برمجة التربصات التطبيقية؛
 - تثمين المعارف والكفاءات العلمية والبيداغوجية المنشأة؛

- إعداد دفاتر الشروط الخاصة باقتناء الوسائل البيداغوجية؛
- تنظيم الملتقيات والمحاضرات وزيارات المؤسسات التكوينية؛
- استغلال المكتبات والمخابر العلمية للطرفين؛
- تنظيم تربية بيداغوجية في مجال التكوين المتواصل للإطارات؛
- إمكانية إدماج أساتذة باحثين من كلا الطرفين ضمن فرق مكلفة بأعمال دراسات علمية وتقنية؛
- إسهامات مادية وخدمائية مرتبطة بميادين التكوين العالي؛
- كل نشاط مرتبط بالتكوين العالي المتفق عليه من قبل الطرفين.

الباب الثالث كيفية التطبيق

المادة 4: يبادر في النشاطات المذكورة في المادة 3 أعلاه، بالتنسيق مع الهيئات المؤهلة من الجهات الوصية لكلا الطرفين.

المادة 5: يتفق الطرفان على تعيين فوج خاص مشترك، مكلف بتحديد الأعمال ذات الأهمية المشتركة والممكن تطبيقها سوياً، واقتراح النشاطات المتعلقة بذلك والقيام بمتابعتها وتقييمها.

تحدد القائمة الاسمية للفوج الخاص المشترك بموجب مقرر موقع بالاشتراك، من قبل الطرفين الموقعين لهذه الاتفاقية.

المادة 6: يجتمع الفوج في دورات عادية تنسيقية، حسب جدول محدد باتفاق مشترك.

يمكن عقد دورات استثنائية بطلب من أحد الطرفين.

المادة 7: تدون نتائج مداورات الفوج الخاص المشترك في محاضر الدورات، موقعة من طرف جميع الأعضاء الذين شاركوا في الجلسات.

المادة 8: ترسل المحاضر إلى الجهات الوصية على التوالي لكلا الطرفين خلال خمسة عشر (15) يوماً التي تعقب الاجتماع، للمصادقة.

المادة 9: يتبنى الفوج الخاص المشترك قانونه الداخلي خلال جلساته الأولى.

المادة 10: قد يكون وضع حيز التنفيذ للنشاطات المذكورة في المادة 3 أعلاه وبحسب الحالة، محل عقود بين الطرفين.

يتضمن العقد خصوصيات تتعلق بالأهداف المسطرة وكذا بإسهامات الطرفين على التوالي طبقاً للقانون الساري المفعول.

الباب الرابع السرية

المادة 11: تُسَيَّر هذه الاتفاقية بالأحكام القانونية السارية المفعول في مجال حماية المعلومات والوثائق وتأهيل مستخدمي كل طرف.

المادة 12: تكتسي طابع السرية كل المعلومات أو المعطيات المحصّل عليها من قبل الطرفين أو المرسلّة من طرف آخر بمناسبة النشاطات الملتزم بها، ولا يمكن الإفصاح بها لطرف ثالث، إلا بموافقة مسبقة من الطرف الآخر.

المادة 13: يخضع الطرفان للأحكام التشريعية والقانونية السارية المفعول في كل ما يخص النشر والملكية الفكرية.

الباب الخامس المسؤوليات

المادة 14: يلتزم مستخدم كل طرف مدعوون لمتابعة أو للقيام بنشاطات داخل هيئات الطرف الآخر، باحترام نظامها الداخلي.

المادة 15: تبقى الوسائل الموضوعة في متناول مستخدم أحد الطرفين في إطار عقد خاص، ملكية للطرف الحائز على هذه الأجهزة، إلا في حالة تعبيره عن العكس.

في حالة وقوع أضرار متعمدة مؤكدة، فإن الطرف الذي تسبب مستخدموه في ذلك يتكفل بتعويض الأضرار الناجمة طبقاً للقانون الساري المفعول.

المادة 16: ماعدا العلاجات الاستعجالية، يضمن كلا الطرفين تأمين مستخدميه في مجال الحوادث والأمراض المهنية المتعلقة بتنفيذ النشاطات التي تندرج في إطار هذه الاتفاقية.

الباب السادس الفسخ

المادة 17: يحتفظ كل طرف بحق فسخ هذه الاتفاقية في حالة مخالفة الطرف الآخر لالتزامه كما هو منصوص عليه في هذه الاتفاقية أو بتعليمات من الجهات الوصية للطرفين بإشعاره كتابياً قبل ثلاثة (03) أشهر على الأقل.

المادة 18: في حالة الفسخ، تبقى نشاطات التعاون الجارية التنفيذ مسيرة بالعقود الخاصة بها إلا إذا اتفق الطرفان على غير ذلك.

الباب السابع حالات القوة القاهرة

المادة 19: في حالة وقوع حادث موصوف بالقوة القاهرة والذي يمنع تنفيذ النشاطات الملتمزم بها في إطار هذه الاتفاقية، لا يمكن المطالبة بأي تعويض للطرف الذي تعرض للحادث.
يفهم بالقوة القاهرة بالحدث الخارجي والغير متوقعا والذي يقاوم في آن واحد.

الباب الثامن نزاعات

المادة 20: يتفق الطرفان وبالتراضي على تسوية كل نزاع أو خلاف قد ينجم خلال تنفيذ النشاطات المبادر بها في إطار هذه الاتفاقية.

الباب التاسع الدخول حيز التنفيذ والصلاحية والتجديد

المادة 21: تدخل هذه الاتفاقية المحررة في نسختين أصليتين بالعتين العربية والفرنسية، حيز التنفيذ من تاريخ توقيعها من قبل الطرفين.

وتبقى سارية المفعول لمدة خمسة (05) سنوات.

المادة 22: تجدد هذه الاتفاقية ضمنا لمدة مماثلة وبنفس الألفاظ، ما لم يعبر أحد الطرفين أو الطرف الآخر كتابيا وبإشعار مسبق مدته ثلاثة (03) أشهر قبل انقضاء مدة صلاحيتها، عن نيته في فسخها أو تعديلها.

حرر بطفراوي، بتاريخ: 03 أيلول 2023

قائد المدرسة العليا للطيران
الشهيد جبار الطيب - طفراوي



حكيم نصر الدين

مدير (ة) جامعة معسكر
- مصطفى اسطبولي - معسكر



الأستاذ: بوحار